

Energies renouvelables et développement de l'Afrique

GESTION D'ENTREPRISE

Pages 2 & 3

Les enjeux de la distribution commerciale

Potentiel

"Ne vous demandez pas ce que votre pays peut faire pour vous, mais demandez vous ce que vous pouvez faire pour votre pays"
(John Fitzgerald Kennedy)

Agenda des affaires

N°0036 du jeudi 07 mai 2015

5 000 exemplaires

JOURNAL DE PROMOTION ECONOMIQUE, SOCIALE ET COMMERCIALE

500 F CFA

LES DEFIS DE L'EMERGENCE

La CAN 2017 au Gabon et les impératifs de l'heure

EDITORIAL

LA GRANDEUR DU TRAVAIL

À la vue des différentes définitions apportées depuis plusieurs siècles, le travail est perçu comme une activité qui vise à satisfaire les besoins d'un individu, qui contribue par la même occasion à la formation de ce dernier qui, lui-même, est un moyen de transformation du réel comme il en est, par exemple, pour un outil quelconque. C'est ainsi que par le travail, l'homme transforme son environnement qu'il modernise en construisant des bâtiments nouvelles : immeubles, gratte-ciels, autos-roues, etc. Et l'idée de travail ici émane du fait qu'il y a toujours des efforts à fournir, des contraintes à franchir jusqu'à une éventuelle satisfaction individuelle ou collective, surtout dans le cadre du travail en groupe. Alors, le travail va davantage désigner aussi bien l'activité de production que le résultat obtenu, sans lequel la notion de « travail » devient ambiguë et paradoxale.

Dans le rapport du sujet avec son espace vital, travailler, c'est finalement interagir avec son environnement, c'est chercher à le transformer, à en faire quelque chose d'autre que ce qu'il est au départ. Et, vu qu'il est question d'interaction, dans le même temps, cet environnement va transformer celui qui y travaille.

L'origine de la fête du travail que le monde entier célèbre à la date du 1er mai de chaque année, est à situer en occident, précisément aux Etats-Unis dont les prémices remontent à la fin du XIXème siècle, et ce sont essentiellement les syndicats, suite à leurs incessants mouvements de revendications de grande ampleur qui en sont les véritables précurseurs...

Ces pauvres qui travaillaient comme de véritables machines des journées entières, exigeant de leurs patrons une réglementation dans la durée du travail qui devra se limiter à huit heures. En fait, le 1er mai (encore appelé le Moving day) est la date que tous les syndicats avaient choisie pour débiter leurs actions... La première véritable grève générale sera donc organisée le 1er mai 1886 dans la plupart des grandes villes américaines. Les événements similaires qui vont se produire à cette date à travers la planète surtout dans les pays européens, ont connu des manifestations ouvrières très dramatiques et meurtrières. Ces événements vont d'ailleurs fixer cette date dans la mémoire des ouvriers européens de par le monde tant et si bien que les grands organismes internationaux décideront de décréter le 1er mai, journée internationale et fériée pour les travailleurs.

Dans la bible, au premier testament, pour avoir désobéi aux recommandations de Dieu, Adam eut pour sanction de manger son pain à la sueur de son front, et Eve d'enfanter dans la douleur. Pour l'humanité, cette punition est l'origine véritable

du mot « travail », car pour ce qui concerne Adam, le travail s'apparente ici à une contrainte, une punition ou une sanction, c'est la conséquence du non-respect de la volonté divine. Et la moralité qui en résulte est résumée comme suite : Il faut travailler pour avoir droit au repas.

Par rapport à cette théorie religieuse, tout porte à croire que le travail à l'origine est une punition, c'est sans aucun doute ; cependant le plus important n'est-ce point, plutôt, la finalité d'une telle sanction divine ? Dans quel but, est-on en droit de se demander, Dieu punit-il Adam ? Est-ce pour le détruire en tant qu'être humain ? Ou alors dans le but de l'amener à devenir sage en apprenant à se forger ? Le travail par lequel nous pouvons nous rendre utile pour notre famille, notre communauté, ne permet-il pas de donner un sens à notre vie ? Par ailleurs, outre toutes les bonnes moralités encourageantes, le travail semble quand même correspondre à toutes sortes d'activités demandant un effort quelconque, voire une souffrance. Supposons que le travail soit négatif à l'épanouissement de l'être humain, est-il possible de parler d'un véritable acte de déshumanisation ?

Cela peut paraître immoral de penser que le travail soit quelque chose de négatif, pourtant à première vue, c'est justement cela. Revenons, une fois de plus, aux origines bibliques, si le travail était une recommandation divine, pourquoi Dieu ne l'avait-il pas initié au début dans le jardin d'Eden avant qu'Adam et Eve ne consommèrent le fruit interdit ?

Or, après ce péché originel, l'être humain est contraint de travailler, il n'y a pas d'autres choix, pour satisfaire ses besoins de manière générale : manger, se loger, se déplacer, se soigner, etc. Le travail demande des efforts, du courage et parfois beaucoup de motivation même si le travail déshumanise l'homme quand il le réduit au stade d'une machine ou d'un animal...

Les conditions de travail furent si inhumaines dans l'Antiquité grecque, que le philosophe Aristote ne cessait de rêver du temps où les machines remplaceraient les hommes dans leurs tâches titanesques et presque meurtrières, compte tenu de la dangerosité de certaines activités. Pourtant, rien n'exclut le fait que l'homme puisse ainsi, c'est-à-dire par le travail, trouver un moyen d'épanouissement et de libération, on parle de se libérer de la pauvreté et de la dépendance financière. Est-ce que, finalement, le travail ne permet-il pas plutôt à l'homme de devenir plus humain et consciencieux ?

Les anciennes théories philosophiques et anthropologiques s'accordent à dire que l'homme de par sa partie inférieure (le corps) est un animal, Aristote parlerait d'« animal politique » ; or la première acception de « l'animalité » ici renvoie clai-

rement au stade de la bestialité, de la sauvagerie et de l'irrationalité. Et pour quitter cet état primaire et le dépasser, l'homme a nécessairement besoin de s'affirmer, et il n'y parvient que grâce au travail. D'abord, en transformant le monde qui l'entoure, il se rend indépendant de la nature et produit un monde de la culture proprement humaine. Ensuite, par la discipline qu'il s'impose, par les connaissances théoriques et le savoir-faire que requiert tout travail, il développe ses capacités humaines.

C'est alors que grâce au travail, chacun se réalise et devient une personne importante aussi bien au sein de sa famille qu'au sein de la société entière ; car même si l'on croit avoir une « vocation », il faut bien travailler pour devenir ce que l'on est : un technicien, un ingénieur, un avocat... Et conformément à la philosophie existentialiste athée de Jean-Paul Sartre, l'homme est l'auteur de son propre destin, il est à l'origine de ce qu'il est ou devient dans la société par les actions qu'il pose, c'est-à-dire le fruit de son propre travail. Et dans son livre intitulé L'Existentialisme est un humanisme, il écrit clairement : « il n'y a pas de génie autre que celui qui s'exprime dans des œuvres d'art : le génie de Proust, c'est la totalité des œuvres de Proust ». Comprendons par ce propos qu'il faut travailler, produire une œuvre par son travail pour faire exister les caractéristiques qui nous sont propres : qualités, talent, génie, etc.

« Le travail, c'est la liberté ». Ce slogan d'un ancien président français n'était pas sans sens, dès l'instant où il y a une sorte d'injonction à accepter l'évidence d'après laquelle « le travail, c'est la liberté ». Une telle acceptation cache une autre vérité peu dévoilée, celle qui stipule que sans le travail, l'homme ne serait jamais véritablement libre, il serait sous-classifié et parfois même incapable de prétendre à certains droits.

En effet, un travailleur est un homme libre, puisqu'en se prenant en mains, il ne dépend de personne à certains égards et finit par mériter le respect de ses concitoyens, de sa famille et de ses amis. L'Américain pasteur Martin Luther King, disait « il n'y a pas de sots métiers mais de sottes gens », comme pour répondre aux actes ségrégationnistes et discriminatoires de son temps, qu'il n'y a pas de métiers supérieurs à d'autres, l'essentiel étant de faire son travail comme il se doit. Dans le monde du travail, tout le monde est important, du premier ministre le plus politiquement correct au balayeur de rue le plus décrié, seul le travail importe quelles qu'en soient les situations. C'est ainsi que l'on se libère de la mendicité, du vol et de la faiméantise.

Dr Alphonse
NDINGA NZIENGUI,
Maître Assistant CAMES



Pages 9 & 12

Ali Bongo Ondimba, fervent contributeur du "Gabon qui gagne", tient compte de trois facteurs pour relever tous ses défis quand se présentent certaines difficultés : soit il les surmonte, soit il les contourne, soit il les déplace, selon les situations.

Dans ce numéro :

FOCUS

Le Groupe IHEM, Ecole de référence en Afrique



Pages 6 & 7

POTENTIEL

HEURES D'OUVERTURE : Matinée : 8h 00 - 13h 00 / Après midi : 14h 00 - 17h 00 Fermeture de dépôt des annonces le mardi après-midi auprès du service commercial sis derrière les eaux et forêts entrée face Promo Gabon. Tél. : 04 41 83 49

Site web de Potentiel : www.ihem-gb.org

POTENTIEL

Les enjeux de la distribution commerciale

Après avoir abordé dans notre dernière parution, des points relatifs aux fondements de l'activité commerciale pour en permettre une meilleure compréhension à nos lecteurs, nous venons aborder aujourd'hui un aspect lié à la commercialisation : la distribution commerciale, qui regroupe l'ensemble des activités nécessaires à la mise à disposition du produit ou service auprès de l'acheteur final. Le canal de distribution réunissant les institutions qui prennent en charge l'ensemble des activités nécessaires à cette mise à disposition, celui-ci se composant des producteurs, d'intermédiaires (négociants, grossistes, courtiers), de détaillants et de prestataires spécialisés, notamment pour la prise en charge des activités logistiques et de transport et de stockage, la mise en place d'un canal de distribution résulte de l'interaction des objectifs et des ressources de tous ces acteurs qui cherchent à la fois à maximiser la valeur créée pour les clients et à minimiser les coûts. D'ailleurs pour Marc Filser, Professeur de sciences de gestion à l'IAE de Dijon et Directeur du Centre de recherche en marketing de Bourgogne, la gestion du commerce de détail, c'est-à-dire de la relation entre le canal et l'acheteur final, constituant un domaine d'activité spécifique, la double dynamique de comportement de l'acheteur et de l'environnement technique et concurrentiel du canal confrère au commerce de détail une grande instabilité exigeant des entreprises de ce secteur, réactivité et flexibilité d'autant que le secteur de la distribution voit son évolution influencée par les tendances lourdes qui modèlent l'environnement économique : mondialisation des marchés, innovations technologiques, transformations de l'environnement socioculturel.

LA PLACE DE LA DISTRIBUTION DANS LA STRATÉGIE DE L'ORGANISATION

La prise de conscience de l'importance de la fonction de distribution dans la gestion des organisations a été favorisée par plusieurs évolutions des marchés :

- l'émergence, dans tous les pays industriels, de très grandes entreprises de distribution, dont la taille est souvent supérieure à celle des plus grandes entreprises industrielles ;

- l'évolution du comportement de l'acheteur le conduit à effectuer, le plus souvent sur le lieu de vente, des décisions d'achat qui étaient auparavant préparées longtemps à l'avance en recueillant un maximum d'informations de sources différentes. C'est désormais l'information disponible au magasin, donc diffusée par le détaillant, qui est déterminante ;

- la frontière qui séparait produits et services s'est progressivement estompée. La vente d'un produit incorpore de plus en plus de prestations de services (maintenance et après-vente, crédit, assurance). Le client achète donc désormais une offre globale associant produit et services... Alors que la démarche traditionnelle en marketing ne confèrait aux décisions de distribution qu'un rôle accessoire....

La fonction stratégique

Les décisions de distribution de l'entreprise peuvent constituer une source de compétence distinctive par rapport à ses concurrents.

Plutôt que de s'engager dans une stratégie de développement de marque coûteuse, une entreprise industrielle peut désormais choisir de se spécialiser dans la fabrication de produits sous marque de distributeur (MDD) pour le compte des détaillants. Elle se concentre alors sur son activité industrielle et logistique (cas du chocolat Cantalou ou du Système Sabre, leader sur son marché et devenue ainsi un intermédiaire auquel doivent recourir ses concurrents pour réaliser la vente de leurs billets d'avion).

Le contrôle de tous les niveaux du canal de distribution, de la production au consommateur final, est un facteur important de maîtrise du marché. Exemple, Coca-Cola doit

une large part de son succès à l'intégration de tous les niveaux d'intermédiation de son produit et à la couverture optimale de son marché à travers une stratégie de distribution de masse qui vise à rendre le produit disponible partout et à l'instant où le consommateur est susceptible de le désirer.

Les trois exemples cités plus haut illustrent ici le caractère stratégique des décisions de distribution. Une politique de distribution originale peut créer des barrières à la concurrence, soit parce que les concurrents pourront plus difficilement atteindre leur cible de clientèle (Coca-Cola), soit parce que le niveau de service proposé sera supérieur à celui de la concurrence (Sabre), soit encore parce que les effets de volume nécessaire dissuaderont l'entrée de nouveaux concurrents (fabrication de marques de distributeurs ou de produits "premier prix").

La fonction opérationnelle

La gestion de la distribution comporte également un important volet opérationnel. La dynamique des marchés exige des entreprises une grande réactivité par rapport à la demande. La durée de vie d'un produit sur un marché est souvent très courte : quelques semaines pour un titre musical à succès ou un modèle de vêtement tendance. La demande est donc souvent massive et concentrée dans le temps, ce qui impose une capacité de réponse très rapide. Le client supporte très mal les ruptures de stocks ; il exige une disponibilité des produits en toutes circonstances. Enfin, l'offre proposée en magasin doit être accompagnée de services pour aider le client dans son achat et contribuer à la promotion du produit.

LA GESTION DU CANAL DE DISTRIBUTION

Le canal de distribution est défini comme l'ensemble des institutions qui permettent le transfert du produit ou service du producteur à l'acheteur final. Le canal se compose du producteur, de distributeurs intermédiaires et de détaillants en relation avec le client. Producteurs et distributeurs s'efforcent d'exploiter à leur avantage, le fonctionnement du canal à travers des décisions de gestion qui vont déterminer la répartition des

fonctions du canal, c'est-à-dire sa structure et ses processus de régulation, puis tenter d'optimiser les fonctions économiques et relationnelles du canal.

Les fonctions du canal

L'existence du canal de distribution se justifie par la nécessité de réduire les séparations entre l'activité de production et l'achat par le consommateur. Quatre séparations essentielles sont prises en compte

producteurs d'assurer eux-mêmes la promotion de tous leurs produits et services auprès de l'acheteur final, le canal de distribution va remplir une fonction très importante d'information des acheteurs à travers les points de vente et à travers des supports d'information qu'ils diffusent ;

- Une séparation juridique : l'achat suppose un transfert de propriété du bien ou du service. C'est

les flux d'informations nécessaires au fonctionnement du canal : prévisions des ventes, négociations, commandes, paiements, traitement de l'après-vente et des relations avec les clients.

Les formes d'organisation du canal

L'importance des fonctions stratégiques et opérationnelles du canal exige la mise en place d'une



Une usine de fabrication de contreplaqué, point de départ du canal de distribution de cette production.

par le canal :

- une séparation spatiale : le produit est de plus en plus rarement fabriqué à proximité des lieux d'achat. Dans le cas de services, le service vendu est souvent le plus proche possible du client, notamment avec le commerce électronique prenant donc en compte les flux de transport ;

- une séparation temporelle : le producteur détermine le volume optimum de ses séries à fabriquer en fonction de ses coûts industriels et notamment de l'existence d'effets d'échelle ;

- une séparation informationnelle : le client a besoin d'être informé de l'existence des produits et services et de leurs caractéristiques. Comme il n'est pas économiquement rentable pour tous les

encore une fonction du canal d'assurer la réalisation de ces transactions dans des conditions fiables et économiques pour toutes les parties concernées.

Le canal de distribution traite en général ces quatre formes de séparation en organisant deux séries de flux distincts :

- les flux physiques de produits sont supportés par le canal logistique qui a pour mission d'optimiser les opérations de transport, de stockage et éventuellement de finition du produit (par exemple implanter le système d'exploitation sur un micro-ordinateur au moment de la vente au client, adopter les logiciels d'un téléphone mobile au pays auquel il est destiné) ;

- le canal transactionnel supporte

l'organisation des relations entre les membres du canal afin de maximiser son efficacité (réalisation des fonctions de distribution) et son efficacité (minimisation du coût des ressources engagées pour réaliser ces fonctions).

Deux formes d'organisation opposées définissent les extrêmes d'un continuum des modes d'organisation possibles :

- le canal traditionnel fonctionne selon les principes de l'offre et de la demande. Producteurs et intermédiaires réalisent des transactions ponctuelles qui ne les engagent pas au-delà du très court terme. Ce canal permet naturellement d'obtenir une très forte flexibilité, mais rend plus aléatoire la réalisation d'économies d'échelle ;

(Suite en page 3)

Les enjeux de la distribution commerciale

(Suite de la page 2)

- à l'opposé, le canal intégré réunit tous les niveaux du canal, de la production à la vente au détail, sous l'autorité d'une même entité économique et juridique. Les succursales des banques et des constructeurs automobiles illustrent bien cette stratégie d'intégration. Les objectifs sont alors de réduire l'incertitude pouvant résulter des choix stratégiques des intermédiaires, et de chercher à réaliser un maximum d'économies d'échelle.

Entre ces deux formes extrêmes, prennent place deux formes intermédiaires d'organisation du canal :

- le canal administré voit l'une des institutions prendre le contrôle du fonctionnement des autres niveaux du canal à travers son pouvoir d'influence. Même si les autres niveaux du canal sont économiquement et juridiquement indépendants, ils acceptent les règles souvent fixées par le leader du canal, souvent en raison de la légitimité qui lui est attribuée.

- le canal contractuel permet de stabiliser les relations entre les membres du canal à travers un contrat qui spécifie les engagements respectifs des membres du canal pour une durée fixe...

Le choix d'une forme d'organisation du canal doit prendre en compte non seulement des partenaires économiques et stratégiques, mais aussi des contraintes légales et institutionnelles : les autorités nationales et supranationales de la concurrence veillent en effet attentivement à ce que des pratiques de distribution sélective n'aboutissent pas à des positions anticoncurrentielles.

La gestion économique du canal

La théorie microéconomique identifie pré-

cisément les deux objectifs de la gestion du canal de distribution : maximiser l'utilité du client final et minimiser le coût de distribution... Deux catégories de coûts de distribution doivent être en effet distinguées :

- Des coûts techniques de distribution qui peuvent être appréhendés par les instruments classiques de la comptabilité analytique, l'évolution des systèmes d'information rendant la mesure de ces coûts accessible assez facilement ;

- Des coûts de transaction, c'est-à-dire des coûts supportés par un membre du canal au titre de l'existence et du fonctionnement du canal.

Selon la théorie des coûts, la prise en compte du coût global de distribution est un facteur déterminant dans l'adoption de nouvelles pratiques de gestion du canal :

- l'arbitrage entre une centralisation mondiale des achats par les distributeurs (global sourcing) et des approvisionnements locaux : la centralisation peut permettre de bénéficier d'effets de volume, donc de prix, mais accroît la vulnérabilité en matière de coûts de transport et de coûts de transaction (incertitude sur la fiabilité de fournisseurs peu connus, risque de dépendance à l'égard d'un fournisseur qui peut-être tenté par des conduites opportunistes) ;

- l'organisation des flux physiques et des échanges d'information dans le canal s'appuie sur de nouvelles pratiques de gestion de la chaîne d'approvisionnement (Supply Chain Management) : définition concertée des prévisions de vente par les distributeurs et les fournisseurs, centralisation de la gestion des stocks, coordination des actions promotionnelles décidées par les producteurs et par les détaillants (pratiques de

gestion concentrée de planification des approvisionnements, *Cooperative Planning and Forecasting of Replenishment*) ;

- l'arbitrage entre intégration et délégation de la distribution est influencé par la prise en compte des coûts de transaction...

La gestion des relations dans le canal

L'analyse des coûts et de la création de valeur pour le client doit être complétée par la reconnaissance du caractère inter organisationnel du canal de distribution. Les institutions qui le composent et développent des relations qui ne se réduisent pas aux seuls indicateurs économiques. Les aspects comportementaux de fonctionnement du canal sont également pris en compte. Ils s'articulent autour de deux problématiques interdépendantes.

- Le pouvoir et les conflits : l'analyse des phénomènes de pouvoir est au cœur de la compréhension des processus transactionnels. Une institution qui bénéficie d'un certain pouvoir sur les autres, grâce à sa taille ou son expertise dans un domaine particulier, cherchera souvent à l'exploiter pour améliorer les termes des transactions qu'elle réalise. Mais l'institution subordonnée peut tenter de se soustraire à ce pouvoir, ou encore de le combattre. Le fonctionnement du canal de distribution peut ainsi être appréhendé en distinguant des stratégies d'affrontement, de résistance ou d'évitement mais aussi en analysant les situations de conflit et les actions engagées pour tenter de les résoudre ;

- La confiance et la coopération : sur de nombreux marchés, les transactions ne peuvent se réaliser que si les membres du canal

sont prêts à s'engager dans une relation de long terme qui exige un minimum de confiance réciproque. Une telle situation est très fréquente sur les marchés industriels. Il n'est pas rare que le producteur confie aux distributeurs, des fonctions stratégiques de relations avec la clientèle, ce qui exige une confiance mutuelle. Cette confiance devient parfois un véritable actif incorporel qui contribue de manière significative et décisive à la création de valeur...

En somme, la gestion du canal de distribution mobilise des ressources importantes. Elle exige en particulier le développement d'un système d'information permettant d'évaluer l'adéquation de l'offre à la demande, la position concurrentielle du canal par rapport aux canaux concurrents, les principaux indicateurs économiques de la performance du canal, mais aussi le climat qui entoure les relations entre les membres du canal. Des pratiques standardisées d'échanges d'information et de concertation entre industriels et détaillants se sont donc développées, favorisées par les progrès des échanges de données informatisées par exemple autour de l'ECR (*Efficient Consumer Response*), la gestion par catégorie (*Catégorie Management*), le *Supply Chain Management* et le *Trade Marketing*.

Dans notre prochaine livraison, et restant collé à notre thème principal (Quid de la commercialisation) et à son sous thème ("Les enjeux de la distribution commerciale"), nous arborerons avec vous les principes de "la gestion de la relation avec le client" et "les enjeux stratégiques de la distribution".

Constant Oyono



Ma terre, ma richesse



Energies renouvelables et développement de l'Afrique

Le domaine des énergies renouvelables connaît actuellement un regain d'intérêt du fait de la hausse du prix de l'énergie (malgré la baisse actuelle et conjoncturelle du prix du pétrole) et de l'impérieuse nécessité de trouver de nouvelles sources d'énergies. Le développement et l'appropriation des énergies renouvelables constituent une préoccupation majeure de notre monde dont l'économie ne peut plus être fondée sur des énergies fossiles et impropres à l'environnement, mais plutôt sur des « énergies propres », abondantes et pas chères que sont : Les énergies éolienne, terrestre ou off-shore, solaire thermique ou photovoltaïque, hydraulique et biomasse. Après l'édition de 2012, organisée dans le cadre de l'année décrétée par l'ONU, "Année internationale de l'énergie durable pour tous", le Groupe Expo Carrefour Afrique (EXCAF), vient d'organiser, du 23 au 26 Avril 2015 à Dakar, avec l'aval du gouvernement du Sénégal, la 6ème édition du Salon International des Énergies Renouvelables et de l'Environnement en Afrique. Ce Salon s'est voulu un cadre africain de promotion et d'échange de nouvelles technologies dans les filières des énergies renouvelables et de l'environnement.

Il a comporté trois volets, à savoir :

- Une exposition internationale ouverte aux entreprises, aux organisations internationales, aux organismes et structures de recherche et d'études, provenant d'horizons divers et évoluant dans les différentes filières des énergies renouvelables et de l'environnement ;

- Un colloque international dont les thèmes seront axés sur les préoccupations majeures des pays africains face à la situation énergétique et environnementale et sur les solutions alternatives adaptées au contexte africain ;

- Des rencontres de partenariat dont l'objectif principal est de promouvoir les investissements dans ces différentes filières.

Ce qu'il faut retenir de ce sommet de Dakar, c'est que l'Afrique subsaharienne, notamment l'Afrique de l'ouest fait face aux enjeux de la transition énergétique. En effet, la transition énergétique basée sur la sobriété, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables pourrait être l'une des voies de salut face à la crise énergétique aigue que connaît la plupart des pays africains. Disposant de suffisamment de ressources énergétiques, le continent en général, et l'Afrique de l'Ouest en particulier, pourrait s'engager dans une meilleure production énergétique qui permettrait non seulement d'atteindre des Objectifs du Millénaire dans ce domaine, mais aussi la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

La crise énergétique qui secoue le monde actuellement, résulte d'une forte dépendance sur les énergies fossiles. Ces sources d'énergie se caractérisent à la fois par une instabilité des prix qui érode les efforts des pays en développement et par leur grande contribution aux émissions de gaz à effet de serre responsables du réchauffement climatique global.

Pour les pays de l'Afrique, à l'instar des autres pays en développement, le système énergétique est à dominance biomasse (bois, charbon de bois et déchets végétaux). Son usage affecte aussi l'équilibre des écosystèmes en dégradant et désertifiant les sols notamment. Au niveau macroéconomique, le poids de la facture pétrolière pèse lourdement sur les budgets des États. Dans beaucoup de pays importateurs de pétrole, la facture pétrolière peut représenter jusqu'à 40 à 50 pour cent des recettes d'exportation des pays.

Aujourd'hui, un changement de modèle énergétique s'impose tant au Nord qu'au Sud, d'abord pour des raisons de sécurité énergétique, d'équité dans l'accès aux services énergétiques, de lutte contre les changements climatiques mais aussi pour l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement.

L'Afrique est dotée d'importantes ressources en énergies renouvelables et beaucoup d'entre elles ont été diffusées avec des taux de réussite variables. La région dispose de

potentiels d'hydraulique, de géothermie, de biomasse, de solaire et d'éoliens importants. Ces vastes potentiels sont encore largement inexploités. Un certain nombre de technologies d'énergies renouvelables (TER) peuvent couvrir une partie des besoins en énergie des pays africains tout en apportant des avantages supplémentaires. Les TER, par exemple, exigent moins de capitaux que les grands systèmes énergétiques conventionnels. Les TER sont en outre modulaires (et donc mieux adaptées aux contraintes d'investissement de nombreux pays de l'Afrique subsaharienne) et peuvent permettre de réduire les coûteuses importations de combustibles fossiles.

Le potentiel des ressources en énergies renouvelables en Afrique (particulièrement pour les applications électriques) est loin d'être pleinement exploité, essentiellement en raison du faible intérêt politique qu'elles suscitent et des niveaux d'investissement exigés. Les estimations provenant d'études récentes de l'AFREPREN/FWD indiquent par ailleurs qu'une proportion significative de la production électrique actuelle dans 16 pays de l'Afrique orientale et méridionale pourrait être couverte par une cogénération utilisant la bagasse dans l'industrie sucrière. Ces technologies renouvelables et d'autres pourraient apporter une contribution significative et jouer un rôle d'importance croissante dans l'amélioration de la sécurité énergétique et de l'accès à des services énergétiques modernes, tout en renforçant le développement du secteur de l'énergie en Afrique.

Mais, même si les estimations théoriques du potentiel technique des énergies renouvelables en Afrique sont très élevées, les décideurs devraient adopter une approche pragmatique et privilégier les potentiels qui peuvent être exploités en recourant aux technologies parfaitement éprouvées et commercialement viables qui sont compétitives par rapport aux options conventionnelles. Leur proportion n'est pas négligeable et peut fournir de façon économique 10 à 20 % de l'approvisionnement en électricité dans certains pays africains. A ce niveau, les renouvelables peuvent offrir des opportunités de réduction du profil de risque du bouquet énergétique national des pays africains, diminuer la pollution de l'air au niveau local et régional, et développer l'accessibilité à des services énergétiques propres pour les particuliers et les entreprises. Mais, du fait des problèmes urgents liés à la pauvreté, qui se conjuguent à des émissions très faibles de gaz à effet de serre (CES), la promotion des énergies renouvelables en Afrique dans une perspective de protection du climat ne trouve pas d'écho au près des décideurs et manque de rationalité scientifique.

L'argumentaire qui remporte le plus souvent l'adhésion est celui qui s'appuie sur des éléments empiriques solides, basés sur les avantages des renouvelables en termes de réduction des risques vis-à-vis des pénuries

d'électricité hydraulique liées à la sécheresse et à la flambée des prix du pétrole. Même si elles n'offrent pas des justifications aussi convaincantes, d'autres raisons militent en faveur de la promotion des énergies renouvelables : création d'emploi / de revenus et d'entreprises par une utilisation des renouvelables dans les secteurs de l'agroalimentaire / forestier, avantages environnementaux locaux au niveau des ménages (réduction de la pollution de l'air intérieur liée à l'utilisation de cuisinières à biocombustibles), approvisionnement en énergie à partir des renouvelables à des institutions rurales isolées qui assurent des fonctions essentielles au niveau médical (dispensaires, hôpitaux et vaccination), éducatif (écoles secondaires avec internet) et religieux (centres de missions).

POURQUOI L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE DOIT-ELLE CHANGER SA TRAJECTOIRE ÉNERGÉTIQUE ?

L'accès aux services énergétiques modernes doit être considéré comme un droit universel pour sortir les pays d'Afrique de leur situation de pauvreté. Or, dans la zone ouest-africaine par exemple, 237 millions de personnes vivent sans un minimum d'accès à l'électricité. Le taux d'électrification est seulement de 20% induisant de faibles niveaux de consommation de services électriques (AIE, 2009). Pour preuve, la consommation d'électricité par tête en Sierra Leone est seulement de 24 KWh (Energy Policy of Sierra Leone, 2009), 76 KWh au Bénin et 176 KWh en Côte d'Ivoire contre une moyenne de 1155 KWh dans le monde en développement et de 10198 KWh dans les pays à revenu élevé.

La situation des filières renouvelables en Afrique, la grande hydraulique, les ressources hydrauliques à elles seules peuvent couvrir tous les besoins en électricité de l'Afrique. Toutefois, à peine 7 % du potentiel de la grande hydraulique techniquement exploitable a été aménagé. De ce fait, la part de l'hydraulique dans la production d'électricité totale reste assez faible.

La capacité hydraulique totale installée en Afrique était d'environ 20,3 GW en 2001 et la production d'environ 76000 GWh/an. Environ 23 % étaient situés en Afrique du Nord, 25 % en Afrique de l'Ouest et les 51 % restants en Afrique méridionale, centrale et orientale. A cette date, la contribution de l'hydraulique dépassait 50 % de l'électricité dans 25 pays, et plus de 80 % en Angola, au Bénin, au Cameroun, en République Centrafricaine, en République démocratique du Congo (RDC), en Ethiopie, au Kenya, en Guinée, au Lesotho, au Congo Brazzaville, au Malawi, au Mozambique, en Namibie, au Rwanda, en Tanzanie, en Ouganda et en Zambie.

Le nombre absolu des personnes dépendant de l'énergie de la biomasse en Afrique devrait augmenter

entre 2000 et 2030, passant de 583 millions à 823 millions, soit une augmentation d'environ 27 %. Généralement, plus le pays est pauvre, plus nette est sa dépendance vis-à-vis des ressources en biomasse traditionnelle. L'utilisation de la biomasse traditionnelle présente de sérieux inconvénients pour l'environnement. La pollution de l'air intérieur résultant de cuisinières à biocombustible sans conduit de cheminée constitue une fœdure essentielle de maladies respiratoires dans des régions montagneuses de l'Afrique subsaharienne. Le recours à la biomasse (particulièrement sous forme de charbon de bois) favorise aussi la dégradation des terres.

LES OBSTACLES AU DÉVELOPPEMENT DE L'UTILISATION DES ÉNERGIES RENOUVELABLES EN AFRIQUE.

Même s'il est admis que les renouvelables ne peuvent résoudre tous les problèmes énergétiques de l'Afrique, il semble néanmoins qu'elles présentent un important potentiel pour couvrir les besoins énergétiques croissants dans la région. Toutefois, le succès des renouvelables a été limité par une combinaison de facteurs, parmi lesquels : un cadre institutionnel et des infrastructures déficientes ; une planification inadéquate ; un manque de coordination et de liaison entre les programmes de renouvelables ; des distorsions de tarification qui désavantagent les énergies renouvelables ; des coûts d'investissements initiaux élevés ; des stratégies de diffusion peu efficaces ; un manque de main-d'œuvre qualifiée ; des informations de référence de mauvaise qualité ; une faible capacité de maintenance. Nous allons analyser certains d'entre eux. Avec les obstacles politiques, l'expérience montre qu'en Afrique, l'introduction et le succès des énergies renouvelables, quelles qu'elles soient, dépendent en grande partie du cadre politique existant.

Les politiques gouvernementales sont importantes par leur capacité à créer un environnement favorable pour mobiliser les ressources et encourager les investissements du secteur privé. La plupart des premières initiatives politiques sur les renouvelables dans la région ont été motivées par les crises pétrolières des années 1970. Pour y répondre, les gouvernements ont mis en place un ministère de l'énergie autonome ou un département spécialisé dans la promotion de politiques énergétiques rationnelles, notamment par le développement des renouvelables. Malheureusement, dès que la crise pétrolière s'est apaisée, l'aide gouvernementale aux énergies renouvelables a diminué. La plus grande partie du soutien actuel se résume à des grands discours. La plupart des gouvernements africains n'ont pas de politique bien définie sur les renouvelables. De ce fait, leur développement suit son propre cours, sans beaucoup tenir compte des programmes énergétiques nationaux qui n'existent que rarement ou sont dépassés et inadaptés. Les carences du

soutien aux renouvelables sont aussi illustrées par les faibles dotations budgétaires que l'on peut voir dans la plupart des pays. L'accent est mis sur le secteur du pétrole et de l'électricité, qui ne desservent qu'une petite partie de la population, aux dépens des renouvelables qui peuvent aider à atteindre un plus grand nombre de gens.

Il est tout à fait improbable que les programmes de renouvelables en Afrique puissent connaître un développement et une diffusion significatifs sans mesures politiques gouvernementales de soutien accompagnées des moyens budgétaires suffisants.

Le financement joue un rôle essentiel dans la réussite du développement des renouvelables. Des études ont montré que le principal obstacle à la mise en œuvre des projets ne tient le plus souvent pas à leur faisabilité technique, mais à l'absence de financement à long terme et peu coûteux. Ce problème est aggravé par la concurrence que se livrent les projets pour accéder à des moyens financiers limités et par des conditions macroéconomiques défavorables. Les gouvernements et les entreprises privées doivent rechercher des moyens novateurs pour financer des projets renouvelables. Le défi à relever pour le financement des projets de renouvelables est d'élaborer des modèles qui peuvent apporter ces technologies aux consommateurs (y compris aux plus pauvres) à des prix abordables, tout en veillant à ce que le secteur africain naissant des énergies renouvelables continue de se développer et reste viable. L'environnement politique défavorable, avec un soutien minimal aux renouvelables au niveau des agences publiques, fait supporter au secteur privé la responsabilité d'assurer le financement de ces énergies. Avec des taux de pauvreté de 50 à 70 % au niveau national, les énergies renouvelables les plus sophistiquées ne sont pas abordables pour la majorité de la population africaine. C'est particulièrement vrai pour les renouvelables qui dépendent de composants importés nécessitant des dispositifs financiers et/ou un subventionnement important. Et l'on sait bien que les subventions ne sont pas viables à long terme. Dans les cas où des mécanismes de financement sont appliqués, le plus grand soin doit être apporté à leur conception, de façon à atteindre les plus pauvres. Ainsi, le projet photovoltaïque du PNUD/FEM au Zimbabwe a profité essentiellement aux ménages ruraux les plus aisés, dans la mesure où plus de 80 % de la population rurale ne pouvait se permettre d'acquiescer le système photovoltaïque le plus petit, même à des tarifs subventionnés. La rigueur des exigences pour les demandes de prêt a exclu la majorité de la population rurale. Une autre étude sur la viabilité du photovoltaïque au Malawi, au Zimbabwe, montre que 65 % de la population rurale n'avait pas les moyens de payer les frais de service, qui représentaient le coût le plus bas possible pour fournir de l'électricité photovoltaïque, et

Energies renouvelables et développement de l'Afrique

(Suite de la page 4)

91,5 % n'étaient pas en mesure de payer le crédit correspondant. La production et/ou le montage au niveau local ont souvent été proposés comme une voie intéressante pour abaisser le coût des renouvelables. Leur viabilité, toutefois, n'a jamais été démontrée, même si des succès embryonnaires ont été enregistrés pour certaines technologies renouvelables non avancées. Dans le cadre des conditions macroéconomiques actuelles en Afrique, les coûts d'investissement pour la fabrication d'équipements renouvelables sophistiqués peuvent être prohibitifs. Les planificateurs du secteur énergétique, les investisseurs et les responsables politiques doivent donc développer per des moyens innovants pour attirer les capitaux ou réduire au minimum le coût total par unité produite.

Les obstacles au niveau des moyens humains, l'introduction de technologies inconnues jusqu'ici, comme les renouvelables, nécessite de développer des compétences techniques. L'importance d'un savoir faire technique a été reconnue dans la région, mais il continue d'y avoir une pénurie de personnel qualifié. Les connaissances techniques sont nécessaires pour constituer une masse critique d'analyses politiques, de responsables économiques et d'ingénieurs qui seront capables de gérer tous les aspects du développement des renouvelables. La formation d'une main-d'œuvre capable de mettre au point et de fabriquer des équipements pour les énergies renouvelables constitue un préalable au succès de leur diffusion. Les gouvernements et les ministères africains souffrent d'une pénurie de personnel qualifié dans les renouvelables. Ce déficit est en grande partie responsable de l'état de sous-développement général de la recherche et des moyens technologiques, ainsi que des carences de la gestion des programmes d'énergies renouvelables. Etant donné les limites de l'expertise technique dans le secteur formel, la situation dans le secteur informel impose un défi encore plus important. Les compétences techniques dans le domaine de la mécanique et de l'électricité sont encore plus difficiles à maîtriser pour les artisans du secteur informel. Ceci peut expliquer le faible taux d'adoption des renouvelables électriques comme le photovoltaïque ou les aérogénérateurs. Les utilisateurs de ces technologies doivent compter sur des expatriés ou des techniciens installés dans les zones urbaines. Le départ de ces experts peut conduire à la fin de ces projets renouvelables.

Les obstacles au niveau des moyens humains, l'introduction de technologies inconnues jusqu'ici, comme les renouvelables, nécessite de développer des compétences techniques. L'importance d'un savoir faire technique a été reconnue dans la région, mais il continue d'y avoir une pénurie de personnel qualifié. Les connaissances techniques sont nécessaires pour constituer une masse critique d'analyses politiques, de responsables économiques et d'ingénieurs qui seront capables de gérer tous les aspects du développement des renouvelables. La formation d'une main-d'œuvre capable de mettre au point et de fabriquer des équipements pour les énergies renouvelables constitue un préalable au succès de leur diffusion. Les gouvernements et les ministères africains souffrent d'une pénurie de personnel qualifié dans les renouvelables. Ce déficit est en grande partie responsable de l'état de sous-développement général de la recherche et des moyens technologiques, ainsi que des carences de la gestion des programmes d'énergies renouvelables. Etant donné les limites de l'expertise technique dans le secteur formel, la situation dans le secteur informel impose un défi encore plus important. Les compétences techniques dans le domaine de la mécanique et de l'électricité sont encore plus difficiles à maîtriser pour les artisans du secteur informel. Ceci peut expliquer le faible taux d'adoption des renouvelables électriques comme le photovoltaïque ou les aérogénérateurs. Les utilisateurs de ces technologies doivent compter sur des expatriés ou des techniciens installés dans les zones urbaines. Le départ de ces experts peut conduire à la fin de ces projets renouvelables.

Des mesures simples et relativement bon marché (en partie sur le modèle de certains aspects de la loi allemande sur le rachat d'électricité) pourraient fournir une plateforme politique réglementaire pour la promotion des renouvelables. Pour l'Afrique, où d'importantes populations pauvres dépendent de l'agriculture, une priorité devrait être accordée à l'utilisation efficace des déchets agricoles existants pour la production d'énergie. C'est l'option qui présente le moins d'inconvénients pour les pauvres et pourrait apporter des revenus complémentaires aux communautés rurales pauvres. Elle nécessite, toutefois, de mettre en place des mécanismes de répartition des revenus garantissant que les revenus plus élevés retirés de l'exploitation des déchets agricoles sont partagés d'une façon équitable et arrivent à l'ensemble des parties prenantes, y compris aux agriculteurs à faibles revenus. Elle exige en outre de mettre en place un cadre légal et réglementaire permettant le développement d'une exploitation énergétique moderne de la biomasse à partir des résidus agricoles et fournissant, entre autres avantages, un accès au réseau électrique et au marché du carburant routier. Dans certains cas, il sera nécessaire de mettre en place des mécanismes de centralisation efficace des déchets agricoles.

Les technologies renouvelables peuvent jouer un rôle significatif dans le développement national en termes de création d'emplois ou de création de revenus et fournir des services énergétiques sans danger pour

QUELLES SONT ALORS LES PRIORITÉS À COURT ET MOYEN TERME ?

On peut parvenir au développement à grande échelle des renouvelables en Afrique si l'on réussit à surmonter les principaux obstacles en termes de politiques, de finances et de compétences. Avec une approche adéquate, le secteur africain des énergies renouvelables peut devenir un acteur important du secteur énergétique et couvrir les besoins d'une partie importante de la population.

Les technologies renouvelables peuvent jouer un rôle significatif dans le développement national en termes de création d'emplois ou de création de revenus et fournir des services énergétiques sans danger pour

l'environnement. Un lobbying dynamique en faveur des renouvelables est nécessaire au niveau des États, de la région et des sous-régions. En Afrique, les renouvelables peuvent être complémentaires des technologies énergétiques conventionnelles. L'expérience empirique ainsi que les évaluations de projets renouvelables réalisés par l'AFREPREN/FWD au cours des vingt dernières années nous amènent à suggérer les priorités suivantes pour les années qui viennent :

- Pour les grands projets énergétiques (au-dessus de 50 MW), privilégier les énergies renouvelables qui sont pleinement compétitives avec les options conventionnelles, comme la géothermie, la cogénération, la petite et moyenne hydraulique et, dans quelques pays, notamment sur le littoral africain au nord et au sud, le grand éolien.

- Pour les applications énergétiques de taille moyenne (capacité équivalant à moins de 50 MW), promouvoir des renouvelables destinées à des activités créatrices de revenus dans le secteur industriel agroalimentaire / forestier comme la cogénération ou la petite hydraulique.

- Pour les applications de petite taille (capacité équivalant à moins de 5 kW), se concentrer sur la promotion des chauffe-eau solaires, des pompes éoliennes et du solaire photovoltaïque pour une utilisation dans des institutions rurales isolées comme des dispensaires, des missions, des hôpitaux et des écoles rurales ainsi que des équipements liés au tourisme sur le littoral ou dans les zones naturelles. Au niveau domestique (capacité équivalant à moins de 1 kW), privilégier les renouvelables non électriques comme les cuisinières à biocombustible améliorées qui entraînent d'importantes économies (dans les pays où le charbon de bois est un combustible important) et des avantages en termes de réduction de la pollution de l'air intérieur.

Des mesures simples et relativement bon marché (en partie sur le modèle de certains aspects de la loi allemande sur le rachat d'électricité) pourraient fournir une plateforme politique réglementaire pour la promotion des renouvelables. Pour l'Afrique, où d'importantes populations pauvres dépendent de l'agriculture, une priorité devrait être accordée à l'utilisation efficace des déchets agricoles existants pour la production d'énergie. C'est l'option qui présente le moins d'inconvénients pour les pauvres et pourrait apporter des revenus complémentaires aux communautés rurales pauvres. Elle nécessite, toutefois, de mettre en place des mécanismes de répartition des revenus garantissant que les revenus plus élevés retirés de l'exploitation des déchets agricoles sont partagés d'une façon équitable et arrivent à l'ensemble des parties prenantes, y compris aux agriculteurs à faibles revenus. Elle exige en outre de mettre en place un cadre légal et réglementaire permettant le développement d'une exploitation énergétique moderne de la biomasse à partir des résidus agricoles et fournissant, entre autres avantages, un accès au réseau électrique et au marché du carburant routier. Dans certains cas, il sera nécessaire de mettre en place des mécanismes de centralisation efficace des déchets agricoles.

Les difficultés d'accès aux services

énergétiques modernes en Afrique ne manquent pas d'entraîner plusieurs conséquences dans certaines sous-régions du continent :

● Les impacts environnementaux de la consommation de bois

En Afrique de l'Ouest, la consommation du bois et de ses dérivés représente entre 80 et 95 pour cent des consommations finales d'énergie des ménages. Cette dépendance sur la biomasse contribue au déséquilibre des écosystèmes et au renforcement de la vulnérabilité sociale et économique des femmes.

● Les conséquences géopolitiques du marché mondial des produits fossiles

Le prix des produits pétroliers est resté très instable et constamment au-dessus de la barre de 100 dollars US le baril. Or, dans la plupart des pays producteurs, le coût moyen de production d'un baril ne dépasse pas 20 dollars US, ce qui permet de créer une forte rente absolue. Dans les perspectives énergétiques, le prix du baril gravitera autour des 100 dollars US durant les prochaines années.

● Les tendances démographiques et les besoins croissants en services énergétiques

Dans la région ouest-africaine, le taux d'accroissement des bidonvilles est en moyenne de 4,5 pour cent par an contre 2,2 pour cent en Asie (CES/ONU, 2007). A l'horizon 2050, sa population va plus que doubler et environ 60 pour cent des individus vivront dans les villes avec leurs exigences en matière d'énergie, d'eau et de nourriture et plus globalement de développement.

● Une nouvelle trajectoire énergétique peu polluante

En Afrique de l'Ouest, les potentialités sont multiples qu'il s'agisse de l'hydroélectricité, du solaire thermique ou photovoltaïque, des bioénergies, ou encore de l'énergie éolienne. Toutes ces filières démontrent au quotidien la disponibilité en ressources énergétiques durables et incalculables adaptées aux différents contextes locaux. Le potentiel d'énergie hydroélectrique constitue une première base d'exploitation énergétique et de coopération régionale. La République de Guinée, par exemple, avec son potentiel hydraulique de 6000 MW et une énergie annuelle garantie de 19.300 GWh, n'a mis en valeur que seulement deux pour cent. Ce potentiel est susceptible d'approvisionner les pays voisins alors que le pays n'arrive pas à alimenter convenablement sa capitale. La Guinée constitue ainsi un bel exemple de « pauvreté énergétique dans l'abondance », principale caractéristique des pays africains. L'Afrique dispose aussi d'un potentiel important en énergie solaire ainsi qu'en bioénergie. D'où la question de savoir quelles sont les priorités pour réussir une transition énergétique non seulement en Afrique de l'Ouest, mais sur tout le continent ?

Le nécessaire changement de trajectoire énergétique doit être structuré et bâti sur des ruptures tant au niveau de la vision, des modèles de gestion des infrastructures, du financement des investissements qu'au niveau des approches et stratégies en vue de la mise en place d'un environnement propice d'intervention.

● Engager les pays dans une vision de long terme.

Dans la quasi-totalité des pays de l'Afrique, les politiques sont de court terme et réactives. Quelques rares pays opèrent selon une vision à long terme (30 ans) à l'image du Ghana qui, grâce au Programme d'électrification nationale (NES) comme instrument clé de la politique gouvernementale, est arrivé à faire passer le taux d'électrification nationale de 29% en 1992 à 49% en 2003 et à 70% en 2010.

● Aborder l'énergie dans sa dimension transverse

La notion de service énergétique considère la fourniture du service final et la satisfaction des besoins humains plutôt que les sources d'énergie ou les technologies. L'approche, à partir des besoins et donc des secteurs, permet d'apporter des réponses adéquates aux préoccupations de développement économique et humain durable. Cela permet aussi de mieux apprécier les enjeux technico-économiques qui doivent déterminer les choix d'intervention. Cette approche d'articulation des services énergétiques avec les autres secteurs (agriculture, eau, éducation, santé, etc...) permet de développer la demande d'énergie notamment en milieu rural.

● L'approche territoriale

Le transfert du pouvoir de décision à l'échelle territoriale, à travers les processus de décentralisation en cours dans beaucoup de pays, présente des niches d'appropriation technologique, d'amélioration de la gouvernance de l'énergie et de développement de Partenariats Public-Privé à vocation Communautaire (PPPC). L'approche territoriale permettra en définitive la complémentarité des sources et des technologies énergétiques, la synergie des acteurs, des financements et la mutualisation du savoir et savoir-faire.

● L'adoption et la mise en œuvre de mécanismes de financement innovants et appropriés

Pour réellement lancer l'accès aux services énergétiques, des mécanismes innovants d'appui à la demande s'imposent pour compléter le financement de la chaîne de valeur. Aujourd'hui, l'accès aux services énergétiques pour les populations pauvres peut être facilité en faisant intervenir des institutions de micro-finance : par exemple, le Programme AREED développé par les Nations Unies en partenariat avec des ONG dans cinq pays africains (Sénégal, Mali, Ghana, Zambie, Tanzanie) a révélé la pertinence d'un tel processus d'appui au développement de l'entrepreneuriat rural en énergie durable.

● L'application d'une régulation du prix de l'électricité d'origine énergie durable

Le renforcement du portefeuille énergétique par le recours à l'énergie durable requiert l'application de tarifs d'achat garantis de l'électricité produite à partir des énergies renouvelables communément appelés « feed-in-tariffs ». Dans ce cadre, beaucoup de pays du Nord comme l'Allemagne incitent la production privée d'électricité verte par cette politique. En Afrique de l'Ouest, un pays comme le Ghana a mis en place ce cadre réglementaire incitatif assorti

d'une clause d'obligation d'achat d'électricité verte par les grands producteurs et consommateurs d'électricité.

● La rupture dans les comportements d'usage de services énergétiques

Il apparaît également nécessaire de trouver des mécanismes d'association des citoyens aux choix des trajectoires énergétiques adaptées à chaque tradition culturelle.

En définitive, les pays africains font face actuellement à la nécessité d'amorcer une transition énergétique vers un nouveau modèle plus durable et susceptible de répondre aux préoccupations d'un développement intégré, juste et inclusif visant la restauration des différents équilibres tant social que géographique (Nord/Sud et rural/urbain) et écologique. La disponibilité d'un potentiel naturel en énergie renouvelable donne à l'Afrique les moyens de changer de trajectoire énergétique en favorisant notamment le mixte énergétique faisant recourir aux énergies renouvelables, la sobriété et l'efficacité énergétique.

Cependant, leur exploitation à large échelle ne pourra se faire sans une volonté politique réelle ni sans un élan international de solidarité pour répondre aux préoccupations de développement telles que la lutte contre la pauvreté. Au regard de ces insuffisances, la problématique de la transition énergétique devrait être repensée en donnant la priorité, non pas à l'accès à l'éclairage moderne, mais à des services énergétiques productifs en vue de renforcer la création d'emplois, de revenus et de valeur ajoutée, éléments clés de la croissance économique et de lutte contre la marginalisation. Un certain nombre de renouvelables affichent un bilan positif impressionnant en Afrique, notamment dans la réduction du profil de risque des secteurs électriques et dans la couverture des besoins énergétiques de communautés rurales isolées.

Toutefois, le potentiel et les arguments en faveur de la promotion des renouvelables ne sont pas bien exposés dans les documents sur les politiques énergétiques. De ce fait, le financement consacre au développement des renouvelables est minuscule comparé à celui des énergies conventionnelles. En outre, au niveau international, l'intérêt pour les renouvelables est motivé par le changement climatique et des préoccupations environnementales qui sont souvent inapplicables en Afrique.

Pour privilégier le développement des énergies renouvelables en Afrique, il serait donc possible de partir des arguments suivants : un renforcement de la sécurité énergétique découlant d'une réduction de l'exposition au risque de flambée des prix du pétrole à l'importation et des fréquentes pénuries d'électricité hydraulique liées à la sécheresse. La disponibilité de ressources renouvelables abondantes et compétitives comme la petite hydraulique, la géothermie et la cogénération. La possibilité de fournir des services énergétiques à des coûts compétitifs à des populations rurales isolées, à l'écart du réseau électrique. Un potentiel significatif de créations d'emplois et d'entreprises liées aux renouvelables et aux initiatives d'efficacité énergétique.

Dr Jonathan
NDOUTOUME NGOME,
Maitre Assistant CAMES

FOCUS

Le Groupe IHEM - Institut des Hautes Etudes de Management, Ecole supérieure de référence en Afrique

2015 - 2016
Rentrée académique : le 1er septembre 2015

GROUPE IHEM
Institut des Hautes Etudes de Management

NEOMA
UQAM
AFRICA BTI
SONID
airtel
Ecobank
UBA

PARTENARIAT AVEC L'ETAT - BOURSIERS ACCEPTÉS

PREPARATION AUX DIPLOMES D'ETAT DE:
DIPLOME UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE - DUT
BACHELOR / LICENCE PROFESSIONNELLE
MASTER'S
MASTER OF BUSINESS ADMINISTRATION - EXECUTIVE MBA
DOCTORAT

• PÔLE DES SCIENCES ÉCONOMIQUES ET DE GESTION APPLIQUÉE (PSEGA)
• PÔLE DES SCIENCES JURIDIQUES ET POLITIQUES (PSJP)
• PÔLE DES SCIENCES DE LA SANTÉ (PSSA)
• PÔLE DES LETTRES ET SCIENCES HUMAINES (PLSH)
• PÔLE DU GÉNIE INDUSTRIEL (PGI)
• ECOLES DOCTORALES.

Possibilité d'inscription en ligne

L'IHEM, pour une bonne formation de proximité et l'excellence au service des générations !

Etablissement privé d'Enseignement supérieur de Management des entreprises et des administrations agréé par l'Etat
Contrat de partenariat N°00420/MENESTFPCJS avec le gouvernement gabonais
Campus A sis à STFO / Campus B sis aux feux tricolores de la Peyrie / Campus C sis derrière les eaux et forêts entrée face Promo Gabon
B.P. 26 764 Tél : 06 06 88 34 / 07 96 32 92 / 05 09 06 77
Libreville - Gabon
Site web : www.ihem-gb.org

Le Groupe IHEM - Institut des Hautes Etudes de Management est un ensemble de pôles de formation de niveau supérieur sous régime LMD reconnu par l'Etat gabonais.

Fondé en septembre 2005, par M. Constant OYONO EBANG OBAME, le Groupe IHEM offre aux étudiants, un enseignement pluridisciplinaire entièrement consacré aux études économiques, commerciales, juridiques, de santé, d'ingénierie et de sciences humaines et constituant, une véritable synthèse de connaissances dans le domaine du management des entreprises et des administrations à partir d'une unité de conception et de méthode induisant une forte complémentarité du corps professoral et une large possibilité de filières offertes aux étudiants.

Le Groupe IHEM entend donner aux étudiants venant de tous les horizons, une formation reposant sur un parcours prestigieux et conduisant à des postes à hautes responsabilités dans les administrations nationales, les organisations internationales, les entreprises industrielles, commerciales ou de service, les hôpitaux, les banques et les sociétés d'assurance ou de conseil, les cabinets juridiques ou la création de leurs propres entreprises.

Et c'est pourquoi, le Groupe a initié une politique de coopération avec un certain nombre d'universités et d'Ecoles en Afrique (université de Douala-Cameroun), en Europe (Neoma Business school France) et en Amérique du Nord (ESG UQAM - Canada). Le Groupe IHEM qui croit que la formation technique et professionnelle doit s'accompagner à part égale de la culture générale, entend former des professionnels capables de maîtriser les nouveaux courants économiques, commerciaux, de santé, d'ingénierie et des sciences humaines et ayant une bonne ouverture intellectuelle, nécessaire à tout décideur.

A cet effet, des formations de premier, second et troisième cycles sont proposées conduisant à une diplomation à finalité technique et professionnelle, à savoir :

- Le Bachelor ou Licence professionnelle en trois (3) années après le Baccalauréat (Cycle normal : 180 crédits) ou en une (1) année après le DUT (Cycle spécial : 60 crédits) ;
 - Le Master en deux (2) années après la Licence (Cycle normal : 120 crédits) ou en une (1) année après la Maîtrise d'université (Cycle spécial : 60 crédits) ;
 - L'Exécutive MBA - Master of Business Administration en une année après le Master (Cycle normal : 60 crédits) ;
 - Le Doctorat en deux (2) années après l'Exécutive MBA constitutive de la première année d'inscription en thèse doctorale (Cycle spécial : 120 crédits) ou en trois (3) années après le Master (Cycle normal : 180 crédits).
- Le modèle de formation que développe le Groupe IHEM, un modèle internationalement reconnu pour le Management de haut niveau, est basé grosso modo sur deux grands principes :
- Une sélection rigoureuse des candidats ;
 - Une volonté d'excellence académique en prise directe avec la réalité de la vie professionnelle.

PROGRAMME DE BACHELOR SPECIALISE OU LICENCE PROFESSIONNELLE

Le programme de Bachelor ou Licence professionnelle qui s'étend sur une année est d'abord recommandé aux professionnels, fonctionnaires et aux détenteurs d'un diplôme supérieur (DUT ou l'équivalent, LP2 soit BAC +2) en activité de préférence et ayant des connaissances de base appropriées dans les domaines sollicités.

Ensuite, les élèves détenteurs du baccalauréat, toutes séries confondues, peuvent y être inscrits pour une formation d'une durée de trois (3) années avec la possibilité de passer le DUT ou autres en LP2.

Le programme de Bachelor a pour thème général, les rapports entre l'entreprise ou l'administration et le management. De là découlent ses deux caractéristiques :

- C'est un programme d'initiation : il a pour objet d'introduire au langage, au raisonnement et aux grandes divisions managériales, de rendre familier le monde du management ;
- C'est un programme de synthèse : partant de l'idée que les différentes disciplines managériales applicables à l'entreprise ou à l'administration ne se comprennent bien qu'à partir de solides connaissances en gestion, il lie en permanence, l'étude de cette discipline aux autres disciplines proposées.

En tout, il comporte, tous les éléments d'une bonne formation en management dont les filières proposées sont :

- PÔLE DES SCIENCES ÉCONOMIQUES ET DE GESTION APPLIQUÉE (PSEGA)

Options :

- Information et communication : Communication d'entreprise ; Communication marketing ; Communication publicitaire.
- Gestion commerciale : Techniques de commercialisation ; Marketing communication ; Douane transit ; Gestion logistique et transport ; Management des unités commerciales.
- Gestion financière et comptable : Comptabilité gestion ; Banque finance ; Finance comptabilité ; Banque assurance ; Assurance ; Audit et contrôle de gestion financière.
- Gestion administrative : Administration générale ; Administration diplomatique et consulaire ; Administration des affaires maritimes ; Administration scolaire et universitaire ; Administration du travail ; Administration des collectivités locales ; Administration des institutions hospitalières.
- Gestion des ressources humaines : Gestion du personnel ; Administration du personnel ; Audit et contrôle de gestion sociale.
- Gestion touristique : Gestion touristique et hôtelière ; Gestion touristique et environnementale ; Tourisme international.

- PÔLE DES SCIENCES JURIDIQUES ET POLITIQUES (PSJP)

- Options : Droit des affaires ; Droit des collectivités territoriales ; Droit fiscal ; Droit des entreprises ; Droits des contrats ; Droit bancaire et financier ; Carrières juridiques ; Diplomatie et relations internationales.

- PÔLE DES SCIENCES DE LA SANTÉ (PSSA)

- Options : Soins infirmiers ; Pédiatrie ; Puériculture ; Sage-femme ; Biologie médicale ; Laboratoire médical ;

Hygiène hospitalière.

- PÔLE DES LETTRES ET SCIENCES HUMAINES (PLSH)

- Options : Journalisme ; Production audiovisuelle ; Édition ; Interprétariat ; QHSE ; Psychologie du travail ; Sociologie du travail ; Environnement et développement durable ; Psychopédagogie et sciences de l'éducation.

- PÔLE DU GÉNIE INDUSTRIEL (PGI)

- Options : Génie civil ; Génie mécanique et productique ; Génie informatique industriel ; Génie électrique ; Génie télécommunication ; Génie agricole ; Génie énergie renouvelable.

- ECOLES DOCTORALES.

LE MASTER, L'EXECUTIVE MBA ET LE DOCTORAT

Le programme de Master du Groupe IHEM qui s'étend sur dix huit (18) mois est d'abord recommandé aux personnes titulaires d'un diplôme de Bachelor ou Licence professionnelle et ayant de bonnes connaissances dans les formations proposées. Il peut s'étendre également sur neuf (9) mois dont trois en stage pour les étudiants titulaires de la Maîtrise d'université.

L'Exécutive MBA - Master of Business Administration s'étend sur 12 mois de formation dont 6 mois de recherche et reçoit des étudiants titulaires d'un Master. Le Doctorat quant à lui s'étend sur deux années après l'Exécutive MBA constitutive de la première année d'inscription en thèse doctorale.

Il s'agit de former des cadres spécialistes du Management, capables de mener à bien des missions de diagnostic, de planification et de conception des systèmes de gestion, d'organisation des entreprises et de maîtrise des processus décisionnels.

Cette formation en même temps généraliste et spécialisée au Management de haut niveau repose sur cinq principes :

- Stimuler les capacités intellectuelles ;
- Favoriser le développement personnel ;
- Produire des décideurs opérationnels capables d'assurer un haut niveau de responsabilité ;
- Renforcer l'adaptabilité et la mobilité des dirigeants de demain ;
- Développer et acquérir une vision internationale.

Cette formation met donc l'accent sur le management conçu comme un processus intégré, et exige de la part des étudiants, une perception globale de l'environnement économique, technique, culturel et éthique de l'entreprise.

ORIENTATION ET PLACEMENT

Le service information et orientation du Groupe IHEM sur les options de formation et les carrières offre des prestations visant à assurer des relations optimales entre les diplômés et les entreprises :

FRAIS DE SCOLARITE

CYCLES	D.U.T.	BACHELOR / LICENCE PROFESSIONNELLE	MASTER'S 1 & 2	MBA	DOCTORAT
Frais de scolarité	Jour ou soir cycle normal	Cycle spécial	Cycle spécial / Cycle normal	Cycle normal	Cycle spécial / Cycle normal
Inscription	90 000	90 000	90 000	90 000	90 000
1 ^{ère} option	540 000	720 000	900 000	1200 000	1800 000
2 ^{ème} option	270 000 x 2	360 000 x 2	450 000 x 2	600 000 x 2	900 000 x 2
3 ^{ème} option	180 000 x 3	240 000 x 3	300 000 x 3	400 000 x 3	600 000 x 3
4 ^{ème} option	90 000 x 6	120 000 x 6	150 000 x 6	200 000 x 6	300 000 x 6
5 ^{ème} option	70 000 x 8	90 000 x 8	115 000 x 8	-	-

PIECES A FOURNIR POUR L'INSCRIPTION

- 1- Lettre de motivation du candidat adressée à l'Administrateur Directeur Général du Groupe IHEM ;
- 2- Copie légalisée de l'acte de naissance ;
- 3- Copie légalisée de diplôme du Bac, du D.U.T. / B.T.S. / D.T.S. de la Licence, de la Maîtrise, du DEA, du Master 2, du MBA ou l'équivalent ;
- 4- Attestation d'expérience professionnelle pour les travailleurs ;
- 5- 4 Photos d'identité ;
- 6- Frais d'inscription + 1^{er} versement selon l'option choisie ;
- 7- Frais de mutuelle junior entreprise : 20.000 FCF (payable à l'inscription) ;
- 8- Uniforme scolaire (2 tenues + polo) : 100.000 FCF ;
- 9- Frais d'examen de fin d'année : DUT : 60.000 FCF ; Licence professionnelle : 80.000 FCF ; Master 2 : 100.000 FCF ; Exécutive MBA : 200.000 FCF ;
- 10- Frais de soutenance : DUT : 50.000 FCF / LP3 : 70.000 FCF / Master : 100.000 FCF / Exécutive MBA : 200.000 FCF / Doctorat : 600.000 FCF.

- Résultats satisfaisants aux examens de DUT, Licence professionnelle et Masters. Parce que le futur se formule au présent, des professeurs d'universités et de grandes écoles vous y attendent.

Ils ont dit...

"Je tiens à remercier monsieur constant Oyono pour m'avoir permis de bénéficier d'une formation de qualité au sein de l'IHEM."



Kabayi Adrien, Licence de Communication Marketing, diplômé de l'IHEM, actuellement instructeur de communication sociale au ministère de la santé.

"Tous mes encouragements à l'IHEM qui m'a permis de recevoir une formation solide à travers des enseignants et des enseignements de qualité. Je suis entièrement satisfait de ma formation et je convie tous ceux qui désirent avoir une formation supérieure de qualité à s'y inscrire."



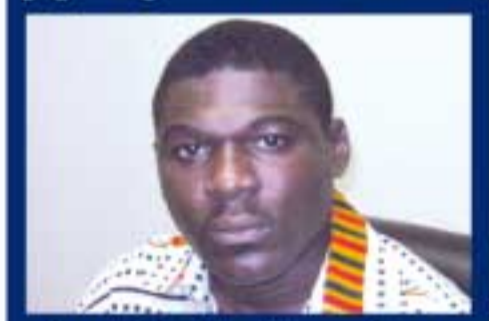
Biesnade Bibouthou, Titulaire du Master de GRH et Responsable des relations publiques au Fonds routier

"Après une très bonne formation ponctuée par l'obtention d'une licence en Communication-Marketing à l'IHEM, je suis désormais employée chez Airtel Gabon."



Vanessa Dos Reis Kowe, Agent commercial à Airtel Gabon

"Grace aux enseignements que j'ai reçus à l'IHEM, aujourd'hui je suis fonctionnaire municipal et je gagne dignement ma vie."



Jaurès Molière Nzenge, Licence de Communication Marketing, Fonctionnaire municipal

"J'ai reçu une excellente formation à l'IHEM qui me permet aujourd'hui d'assumer avec brio mes fonctions."



Hary Rakilo, Licence professionnelle, Conseiller au Conseil économique et social.

- PROFIL DES ENSEIGNANTS :
1. Agrégation
2. Doctorat Nouveau régime
3. Master (+ expérience professionnelle)

ENCADREMENT SCIENTIFIQUE : Sept professeurs agrégés en plus de 25 maîtres assistants des universités.

- En dehors de l'Administration, du Conseil scientifique et pédagogique, du Conseil de direction, du Conseil de discipline et de l'Assemblée générale, l'IHEM a mis en place une Commission d'homologation et de validation, un service information et orientation chargé des relations avec les opérateurs économiques, une association d'étudiants et d'anciens étudiants et une junior entreprise dénommée " Junior Entreprise Excellence "

- L'IHEM forme pour l'insertion directe des techniciens et cadres supérieurs sur le marché de l'emploi. Il n'en demeure pas moins que les étudiants après le Master, puissent poursuivre leurs études en MBA et Doctorat à l'institut



Lycée Privé de l'Excellence

Le Lycée Privé de l'Excellence :

un cadre agréable, un suivi au quotidien, un personnel performant, une pédagogie au service du développement.



Rentrée Scolaire

2015 - 2016



Au Lycée Privé de l'Excellence, nous sommes toujours plus proches de vous.

Résultats satisfaisants aux examens officiels

Pour tous renseignements, service de la scolarité
sis aux feux tricolores de la Peyrie

B.P : 26.764 - Tél. : (+241) 05 51 36 18 Libreville - Gabon
Site web : www.ihem-gb.org

Les inscriptions et réinscriptions ont démarré.

Début des cours 1er octobre 2015

POTENTIEL ANNONCES

TERRAIN

VENTE

Vend Terrain de 400m² à Nzeng Ayong.
Prix 1.250.000f. Tel 07062375/
04669583

Vend Terrain à Nzeng-ayong de
2300m² et clôturé. Prix : 45.000.000f à
débattre. Tel 06439103.

Vend Terrain de 400m² à Montalier
Nzeng Ayong. 10000000fcfa à débattre.
Tél: 06347284

Vend Terrain au PK 10comprenant une
maison en planche, une maison en dur.
Prix 8.000.000f à débattre. Tel :
03187739/06347284

Vend Terrain de 1500m² à Ntoun,
20000000fcfa à débattre. Tél: 06347284

Vend Terrain en bordure de la route à
Owendo.. Tél: 06347284

Vend Terrain de 100m² à bel air au
Charbonnage. 7000000fcfa. Tél:
06347284

Vend Terrain 1200m2 avec soubassement
d'une maison de 4chambres après
la cité amissa d'angondjé avec titre foncier
11000000f. Tél: 07852262.

Vend Terrain 1500, à la 2ème cité oprag
d'owendo port avec titre foncier à
28.000000f. Tél: 06347284

Vend Terrain à Nzeng-ayong de
2300m² et clôturé. Prix : 45.000.000f à
débattre. Tel 06439103.

AUTOMOBILE

VENTE

Vend 2 bus de 15 places de marque kia.
Tél: 06253979.

Vend Touareg en bon état,
10000000fcfa à débattre. Tél:
06347284

Vend Toyota Prado en bon état,
6000000fcfa à débattre. Tél:
06347284

Numéros utiles & urgences

SERVICES PUBLICS

• Renseignements téléphoniques nationaux	12
• Renseignements téléphoniques internationaux	16
• Préfecture de police	01 72 00 43 / 17 20
• Dérangements téléphoniques	19
• Police secours	177
• SAMU et ambulances	13 00
• Infos sida	13 13
• Sapeurs pompiers	01 74 09 55 / 18
• CHU	01 74 40 80
• Gendarmerie nationale	01 73 11 58
• Permanence gendarmerie	01 73 20 36
• Police judiciaire	01 72 09 51
• Brigade anticriminelle	01 72 00 43
• SEEG dépannages	01 76 73 73
• Cabinet Préfet de police	01 72 09 00

HOPITAUX ET CLINIQUES

• Centre hospitalier de Libreville	01 74 40 80
• Hôpital de Nkumbo	01 76 21 30
• Fondation Jeanne EBORI	01 73 27 71
• Hôpital d'Instructions des armées	01 79 00 00
• Cabinet de Groupe	01 74 32 32
• Cabinet médical NOMBIE	07 82 06 06
• Clinique BIYOGHE	01 74 29 62
• Clinique des Cinq Palmiers	01 74 31 40
• Polyclinique CHAMBRER	01 76 14 68
• Clinique Sainte Alice	01 77 54 03
• Clinique de la Paix	01 72 14 69
• Polyclinique EL RAPHA	07 98 66 60
• Union médicale	01 73 70 85
• S.O.S Médecin	01 74 08 80
• Hôpital Albert SCHWEITZER	07 24 00 24

COMPAGNIES AERIENNES

• Aéroport de Libreville (ADL)	01 73 62 44
• Air France	01 79 64 64
• LUFTHANSA	01 74 08 40
• ROYAL AIR MAROC	01 73 10 25
• CAMAIR-CO	05 73 76 20
• Sénégal AIRLINES	01 72 14 45
• SOUTH AFRICAN AIRWAYS	01 72 41 91
• Air Nigéria	01 17 60 37
• AFRICA AIRWAYS BENIN	01 72 29 71
• SKY GABON S.A.	01 44 32 68
• ETHIOPIAN AIRLINES	05 93 16 60

COMPAGNIE FERROVIAIRE

• SETRAG	01 70 80 60
----------	-------------

PHARMACIES DE GARDE

• Pharmacie de garde du PK6	06 75 61 12
• Pharmacie du beau séjour	01 76 55 93
• Pharmacie du commissariat central	01 74 64 22
• Pharmacie de nzeng-ayong	05 19 02 79
• Pharmacie de la Poste	01 72 83 30
• Pharmacie les Forestiers	01 72 23 52
• Pharmacie Sainte Marie	01 74 00 52
• Pharmacie d'Olooum	01 72 15 86

TRANSPORTS TERRESTRES

• SOGATRA	01 76 20 09
• Transport TANKES	01 74 48 99
• Bitam Express	07 53 66 42
• MAJOR Transport	07 43 54 09
• La MOLVILLOISE Transport Plus	07 40 43 54

LES DEFIS DE L'EMERGENCE

La CAN 2017 au Gabon et les impératifs de l'heure

La géopolitique du sport est une branche de la science politique qui étudie les implications géopolitiques du sport. Le sport étant un important marqueur de hiérarchie sociale et politique, il a ainsi dans l'histoire permis de visualiser la hiérarchie et les conflits entre les grandes puissances. Les Jeux olympiques en sont certainement le plus important exemple. En football, la géopolitique concerne des relations internationales induites par la pratique de ce sport et notamment la désignation des villes et pays accueillant des compétitions de ce sport collectif.

La 31e édition de la Coupe d'Afrique des nations (Can) se tiendra en janvier 2017 au Gabon. En effet, au lendemain de son assemblée générale, qui a eu lieu dans la capitale égyptienne, la Confédération africaine de football a annoncé, mercredi 8 avril 2015, que c'est notre pays qui abritera cette grande compétition continentale de football. Le Gabon l'a emporté face à deux autres pays candidats, l'Algérie et le Ghana. Cette 31e édition devait initialement se disputer en Libye avant que ce pays, en proie à une guerre civile, ne se désiste. Les éliminatoires seront disputées de la mi-juin 2015 à début septembre 2016 par treize groupes de quatre équipes. Les vainqueurs de groupes et les deux meilleurs deuxième iront en phase finale, avec le Gabon.

L'organisation de la Coupe d'Afrique des nations de football par le Gabon en 2017, peut faire l'objet d'une analyse au niveau des enjeux socio-économiques et politiques que suscite cette compétition. Aussi, convient-il d'examiner d'abord comment le Gabon a-t-il été choisi pour abriter la 31eme édition de la CAN.

La CAF a fait un choix fort en excluant l'Algérie d'une compétition destinée à l'origine à la Libye. Elle l'a fait au risque de fâcher les pays d'Afrique du Nord qui voyaient d'un bon œil un de leurs représentants accueillir le tournoi. « On a l'impression que la CAF ne veut pas que le Maghreb organise la CAN », déplore Asma Halimi, rédactrice en chef du journal Compétition. Le président de la fédération était très optimiste cette semaine... Les deux seules explications, c'est d'abord que la CAF fait payer à l'Algérie son refus d'organiser la CAN 2015 et, par ailleurs, le problème de la violence dans les stades ».

En effet, cinq ans après, la Coupe d'Afrique des nations de football se

jouera donc à nouveau au Gabon en 2017. Après la co-organisation réussie de 2012 avec la Guinée Equatoriale, la Confédération africaine de football (CAF) a renouvelé sa confiance aux dirigeants gabonais.

La candidature gabonaise a pris du volume au cours des dernières semaines qui ont précédé l'Assemblée générale de la Confédération Africaine de Football, en profitant d'une certaine disgrâce de sa rivale algérienne. Fort du soutien logistique apporté par les autorités (la livraison de vingt bus pour le transport des délégations et des équipes) lors du tournoi 2015 en Guinée Equatoriale, le Gabon s'est aussi appuyé sur plusieurs atouts majeurs. Une CAN réussie en 2012, le soutien du public

Cet incident a certainement pesé lourdement dans la balance en défaveur de l'Algérie.

La désillusion a été d'autant plus grande que de nombreux algériens pensaient que l'organisation ne pouvait échapper à leur pays, pendant qu'une voix discordante, celle du président du Comité olympique algérien, Mustapha Berraf, avait déjà averti en mars dernier: « D'après les informations en ma possession, c'est plutôt le Gabon qui aura l'opportunité d'organiser la prochaine édition de la CAN en 2017. »

La presse algérienne évoquait aussi le rafraîchissement des relations entre Issa Hayatou, président de la CAF, et Mohammed Raou-raoua, celui de la fédération algé-

Sur le plan socio-économique, les tenanciers de nombreux « maquis » de la ville, où l'odeur de la viande se mélange avec celle du poisson, sont également en liesse. La CAN au Gabon, c'est une bonne nouvelle pour « booster » leurs commerces : « Avec le tourisme et tout ce qui comporte la CAN, ça va bousculer les affaires et c'est une grande joie pour nous », confie un tenancier. Une gabonaise renchérit : « Ça permettra au pays de se développer et ça va favoriser des entrées sur le plan touristique, et ainsi de suite. »

Dans le domaine touristique, l'activité du secteur de l'hôtellerie, de la restauration, du tourisme et des loisirs devrait connaître une rapide croissance, du fait de la livraison

la migration des nationaux et touristes entre les villes. Les hôpitaux d'Oyem et de Port Gentil bénéficieront probablement de dotations, tout comme ceux de Libreville et de Franceville pourront à nouveau être réfectionnés.

Quant aux télécoms, avec la 4G qui a débarqué au pays depuis octobre 2014, les opérateurs télécoms se frottent déjà les mains et chacun prépare sans doute l'offensive de 2017 à sa manière.

Cinq ans après la CAN 2012, le pays tout entier va se mobiliser pour accueillir le premier événement sportif continental. Infrastructures, transports, énergie, réseaux de communication, services : la fête du ballon rond doit booster l'ensemble de l'économie.

Si le gouvernement se félicite de la désignation du pays pour l'organisation de la 31eme édition de la Coupe d'Afrique des nations (Can) en 2017, une grande partie de l'opinion a encore en mémoire les graves manquements observés il y a trois ans sur le plan économique.

En effet, l'analyse détaillée des lignes budgétaires consacrées à la Can 2012 laisse apparaître des dépenses dont les montants sont surprenants ou mieux encore de nombreuses dépenses budgétisées, exécutées mais jamais réalisées sans que ni le gouvernement, ni les organisateurs de la Can 2012 ne donnent la moindre explication. Aussi, après analyse des lois de finances de 2005 à 2013, seuls 346,9 milliards de francs ont été régulièrement inscrits au budget de l'Etat. Dans le même sens, alors que la Can 2012 s'est achevée au 1er trimestre 2012, deux inscriptions budgétaires d'un montant global de 26,7 milliards de francs ont été inscrites au budget 2013 au titre des travaux de la compétition. Bien évidemment ces nombreuses bizarreries sont assimilables à des détournements en bonne et due forme : une frange de l'opinion publique nationale estimant que l'organisation au Gabon de la Can 2012 n'aura été qu'un gouffre financier, assorti de très peu de retombées positives pour le pays.

Des faits inquiétants qui pourraient bien se reproduire dans deux ans si l'on n'y prend garde, avec notamment la construction de deux nouveaux stades. Si le pays dispose déjà de deux sites avec Libreville et Franceville, deux nouvelles enceintes doivent être érigées à Port-Gentil et Oyem. Qu'à cela ne tienne, le spectre de 2012 plane toujours avec certains chantiers non achevés à ce jour.

(Suite en page 12)

MARCHES FINANCIERS ET BOURSIERS

Devises		Matières 1 ^{ères}		Bourses		Opportunités d'affaires	
1 USD	487,377 FCFA	Coût de l'échange	Date	CAC 40	17824.29	06/05/15	→ La 4e édition du New York Forum Africa (NYFA), premier rassemblement économique panafricain, se tiendra cette année du 29 au 31 août 2015 à Libreville au Gabon. Plus de 1500 décideurs économiques et politiques sont attendus au Nyfa 2015, autour du thème "Investir dans l'énergie du continent".
1 EUR	655,896 FCFA	Or	1264 \$/t	DOW JONES	4691.03	06/05/15	
1 MAD	58.45 FCFA	Argent	16.72/USD/once				→ L'AGOA, initiative du gouvernement américain visant à développer les échanges commerciaux avec l'Afrique subsaharienne, sera organisée à Libreville en même temps que le Nyfa, afin de maximiser l'impact sur l'économie gabonaise, tout en optimisant les dépenses budgétaires.
1 GBP	824,298 FCFA	Café	1927/USD/livre				
100 CHF	55589,6 FCFA	Cacao	2764 USD/t				
100 ZAR	4479,82 FCFA			Baril de pétrole	Prix	Date	
1 CAD	444,001 FCFA			BRENT	58.33	06/05/15	

LES DEFIS DE L'EMERGENCE

La CAN 2017 au Gabon et les impératifs de l'heure

(Suite de la page 9)

Par ailleurs, quels secteurs feront les frais des travaux de la Can 2017 ? Comment le gouvernement s'organiserait-il pour financer cette compétition alors que les recettes de l'Etat sont de plus en plus faibles ? Cette question est d'autant plus importante que la situation financière du pays s'est fortement dégradée en raison, notamment, de la chute des prix du pétrole et de l'indiscipline budgétaire observée au cours des trois dernières années.

Selon Pierre-Alain Mounquengui, le président de la Fédération gabonaise de football, concernant les retombées potentielles de la Can 2017, deux nouveaux stades seront construits. Il s'agit de celui de Port-Gentil et celui d'Oyem : « Nous avons déjà Libreville (45 000 places, ndlr) et Franceville (25 000 places, ndlr) et nous aurons également Port-Gentil (20 000 places, ndlr) et Oyem (20 000 places, ndlr) ».

Un avis partagé par le Premier ministre Daniel Ona Ondo, qui explique à RFI : « Il y aura non seulement des stades à construire, mais aussi des hôtels à remettre aux normes. Donc, ce sera un grand moment non seulement sportif, mais économique pour notre pays... ».

La bonne nouvelle de l'organisation de la Coupe des nations de football en 2017 n'occulte pas l'essentiel relatif aux difficultés de la vie quotidienne des gabonais. « Avant d'organiser un événement heureux, il faudrait d'abord voir les problèmes qui minent le pays. On sait que tout va mal dans le pays », fustige un ha-

bitant de Libreville. Un message que Daniel Ona Ondo dit entendre pleinement : « C'est vrai que nous connaissons quelques difficultés qui existent, avec la baisse du prix du pétrole, mais rassurez-vous, nous allons prendre toutes les dispositions. »

Et de réaffirmer son enthousiasme

mise du côté du Gabon. Naturellement, je dis que ça va permettre de "booster" un peu la croissance, parce que d'abord il y a un flux d'investisseurs qui va arriver dans notre pays ».

Naturellement, de nombreux gabonais s'interrogent sur le coût d'opportunité de cette compétition.

lement rien. Et ce, en dépit des 400 milliards évoqués pour l'organisation de cette compétition. Dans le même sens, d'aucuns se demandent comment financer cet événement alors que tous les chantiers ou presque sont à l'arrêt. Le scepticisme est donc de mise. Aux pouvoirs publics de convaincre les

fonction publique et des enseignants paralysent une bonne partie du territoire. La baisse des prix du pétrole sera également à surveiller, le pays souffrant du niveau très bas de l'or noir dont il est exportateur.

Par ailleurs, l'organisation de la 31ème édition de la Coupe d'Afrique des Nations de football constitue à nos yeux un risque politique dans la mesure où, quelques mois avant le début de la compétition qui se jouera en janvier 2017, le Gabon a deux rendez-vous politiques majeurs. Il s'agit de l'élection présidentielle du mois d'août 2016 et des élections législatives en décembre de la même année. Le facteur risque de l'organisation de la CAN se situe au niveau des lendemains postélectoraux qui sont toujours caractérisés par des violences politiques.

Ces raisons peuvent amener les plus hautes autorités de la République gabonaise à décaler le calendrier électoral pour que ces deux scrutins se tiennent plutôt que prévu afin de laisser une grande marge entre les périodes électorales et le début de la CAN qui est avant tout un jeu.

En définitive, la Coupe d'Afrique des nations de football est avant tout un jeu. Tout comme les Grecs « Donnez nous les jeux et du pain », les gabonais ont non seulement besoin des jeux, mais aussi du pain.

Dr Jonathan NDOUTOUME NGOME,
Maître Assistant CAMES



Le stade de l'amitié sino-gabonais d'Angondje : un joyau architectural qui fait la fierté des gabonais.

« Le gouvernement que je dirige prendra toutes les dispositions pour que ce soit une CAN réussie (...) Nous avons déjà eu une expérience, nous l'avons déjà organisée. Donc nous avons déjà certains stades, mais il faut en construire d'autres. Nous mettrons tout en œuvre pour être à la hauteur de la confiance qui a été

Beaucoup se remémorent encore les promesses non tenues de 2012, notamment l'absence d'impact sur l'économie locale ou la trop forte politisation de l'événement. Alors que cette fête du football s'inscrivait dans un objectif plus large d'investissements à grande échelle pour moderniser le pays, il n'en fut réel-

sceptiques et de donner raison à la Caf.

Sur le plan Politique, en attribuant l'organisation de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) de football 2017 au Gabon, la CAF parie sur l'apaisement du climat social qui perturbe le pays. De nombreuses grèves de la



Pôle des sciences de la santé IHEM/PSSA

2015 - 2016

PREPARATION AUX DIPLOMES D'ETAT
EN SCIENCES DE LA SANTE :

- DUT en soins infirmiers
- DUT en soins de santé pédiatrique et infantile
- DUT en puériculture
- Licence professionnelle en soins infirmiers
- Licence professionnelle en biologie médicale
- Licence professionnelle en Laboratoire médical
- Licence professionnelle en diététique
- Licence professionnelle en hygiène hospitalière
- Licence professionnelle de sage femme
- Licence professionnelle en sciences paramédicales
- Licence professionnelle en techniques pharmaceutiques
- Licence professionnelle en stomatologie

Date de la rentrée académique : 1^{er} septembre 2015

Campus Basis aux feux tricolores de la Peyrie

BP: 26764 Tél 07 14 27 84 / 07 83 83 53 / 07 96 32 92 / 05 09 06 77

LBV/GABON

Site web www.ihem/gb.org

A. PRESENTATION GENERALE

La nécessité d'introduire le programme de Sciences de la santé s'est faite sentir depuis la fermeture des frontières des pays européens aux ressortissants africains en général et gabonais en particulier, et ce depuis 2010.

C'est pour répondre désormais à la demande sans cesse croissante de cadres moyens et cadres supérieurs en personnel de santé et paramédical dont le Gabon aura toujours besoin, que le Fondateur de l'IHEM a décidé d'ajouter à son offre de formation, en mettant en place un programme spécial IHEM Pôle des Sciences de la Santé en abrégé IHEM/PSSA qui est logé au campus B sis aux feux tricolores de la Peyrie.

IHEM/PSSA est un programme complet d'enseignements de 1^{er} et 2^e cycles supérieurs consacrés notamment aux problèmes de :

- Epidémiologie et statistiques
- Biologie médicale
- Génie sanitaire
- Laboratoire médical
- Puériculture
- O.R.L.
- Ingénierie biomédicale
- Science dentaire
- Radiologie médicale
- Maintenance biomédicale
- Techniques pharmaceutiques
- Santé familiale
- Santé communautaire
- Planification de santé
- Services et soins infirmiers
- Santé de l'habitat et de l'environnement
- Santé reproductive
- Santé sexuelle
- Hygiène alimentaire et nutrition

Ce programme offre deux options :

- 1- Profil sciences infirmières et hospitalières
- 2- Profil Pédagogie des sciences de la Santé.

B. CONDITIONS D'ADMISSION

- Pour les élèves, être titulaire du Bac ou l'équivalent du Bac et adresser une lettre de motivation à l'Administrateur Directeur Général de l'IHEM.
- Pour les infirmiers, les praticiens médicaux en exercice, être titulaire d'un Bac en techniques infirmières d'école, d'hôpital ou l'équivalent et être aussi autorisé à exercer la profession et en fournir la preuve.

C. FRAIS DE SCOLARITE

Cycles	DESP DUT	LICENCE PRO	MASTER
Frais de scolarité	Jour ou soir	Cycle spécial	Cycle spécial/ cycle normal
Inscription	90.000	90.000	90.000
1 ^{ère} option	540.000	720.000	900.000
2 ^{ème} option	2.70.000x2	360.000x2	450.000x2
3 ^{ème} option	180.000x3	375.000x3	300.000x3
4 ^{ème} option	90.000x6	187.500x6	150.000x6
5 ^{ème} option	70.000x8	90.000x8	115.000x8

D. PARTENARIATS AVEC L'ETAT

Notre partenariat avec l'Etat gabonais nous permet de placer nos étudiants en stage dans les centres hospitaliers universitaires sans oublier nos centres hospitaliers provinciaux et les dispensaires de santé scolaire et universitaire sur toute l'étendue du territoire national.

E. PARTENARIAT PRIVE / PRIVE

Les stages constituent une partie importante de la formation. C'est pourquoi l'IHEM/PSSA est soucieux de vous proposer des lieux de stages très diversifiés tels que des laboratoires privés, les cliniques et les cabinets privés de soins de santé avec lesquels nous signons des conventions de stage.